



Service des Marchés de SIGMA Clermont
Campus des Cézeaux
CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX
Tél 04 73 28 80 08

Marchés Publics de Prestations intellectuelles

<p>Marché n° 201603IMPRECOM IMPRESSION DE DOCUMENTS DE COMMUNICATION POUR SIGMA Clermont</p>

Date et heure limites de réception des offres

Le lundi 7 mars 2016 à 12 Heures

Règlement de la Consultation (RC)

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 LIEUX D'EXECUTION	3
1.5 NOMENCLATURE	3
 ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE	3
2.2 DUREE DU MARCHÉ	3
2.3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.5 MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
 ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.1 OBTENTION DES PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.2 MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
 ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 DOCUMENTS A PRODUIRE	5
4.1.1 Pièces de la candidature	5
4.1.2 Pièces de l'offre	6
 ARTICLE 5 : CHOIX ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	6
 ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
6.1 TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	7
6.2 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	8
 ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
7.1 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
7.2 VOIES ET DELAI DE RECOURS	10

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet de la consultation :

La présente consultation concerne :

Impression de documents de communication pour SIGMA Clermont.

1.2. Etendue de la consultation :

La présente procédure adaptée est en application des articles 28 et 40 du Code des Marchés Publics. C'est un marché à bons de commandes.

1.3. Décomposition de la consultation :

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.4. Lieux d'exécution :

SIGMA Clermont

Campus des Cézeaux

BP 265

63178 AUBIERE Cedex

Contact : Madame Christine FORTUNIER

1.5. Nomenclatures :

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) et à la nomenclature NACRES sont :

<i>Classification principale (CPV)</i>	<i>Classification NACRES</i>
Service d'impression (79810000-5)	Communication : édition de documents imprimés (CA.21)

Article 2. Conditions de la consultation

2.1. Personne publique contractante :

La personne publique contractante est :

- SIGMA Clermont

La personne responsable du marché est :

- Madame Sophie COMMEREUC, administratrice provisoire

2.2. Durée du marché :

Les délais d'exécution sont fixés à l'Acte d'Engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.3. Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives :

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

2.4. Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement :

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3. Contenu du Dossier de Consultation :

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- ◇ Le règlement de consultation (R.C.)
- ◇ L'acte d'engagement (A.E.)
- ◇ Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), annexe à l'Acte d'Engagement
- ◇ Le cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- ◇ DC2
- ◇ DC1

3.1. Obtention des pièces du dossier de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

3.2. Modifications de détails au dossier de consultation :

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 5 jours à compter de la date de mise en publicité.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4. Présentation des candidatures et des offres :

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1. Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

4.1.1. Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.1.2. Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprend :

- ◇ l'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- ◇ Le bordereau des prix unitaires, annexe à l'Acte d'Engagement
- ◇ Le cahier des clauses particulières (CCP) ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- ◇ Une liste exhaustive des prestations possibles datée et signée
- ◇ Une note technique décrivant la société, les moyens humains affectés à ces prestations et leurs qualifications, les matériels dont il dispose pour mener à bien chaque commande.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue au cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 5. Choix et classement des offres

Le choix et le classement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, listés par ordre d'importance décroissante :

Critères	Pondération
1 -Coût des prestations	60 %
2- Moyens techniques et matériel avec une prise en compte d'un état détaillé des personnels et des domaines de compétences	40 %

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 4.1 supra est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

Les enveloppes contenant les offres des candidats ainsi éliminés sont retournées sans avoir été ouvertes.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande de la personne responsable du marché les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du code des marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne responsable du marché, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne responsable du marché.

La personne responsable du marché présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

La personne responsable du marché peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier certains points de l'offre des candidats.

Article 6. Conditions d'envoi ou de remise des offres :

Les offres peuvent être adressées par voie postale, remises en main propre à l'accueil de SIGMA Clermont.

Le choix du mode de transmission est toutefois exclusif et irréversible. Le double envoi par un candidat d'un dossier sur support papier et par voie électronique entraîne le rejet de sa proposition.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

6.1. Transmission sous support papier :

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p style="text-align: center;"><u>Offre pour :</u> Marché n°201603IMPRECOM «Impression de documents de communication pour SIGMA Clermont»</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p>

Ce pli devra être remis contre récépissé à l'accueil de SIGMA Clermont (voir adresse ci-dessous, horaire d'ouverture : 8h00 - 12h30 / 13h30 - 17h00) ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiqués sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

SIGMA Clermont
Campus des Cézeaux
CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu. Ils seront renvoyés à leurs auteurs sans être ouverts.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidaure** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

6.2. Transmission par voie électronique :

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Formats électroniques acceptés par le pouvoir adjudicateur :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

-.doc et .docx (Word jusqu'à la version 2010)

-.xls et .xlsx (Excel jusqu'à la version 2010)

-.pdf

-.zip (pour la compression des fichiers)

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 7. Renseignements complémentaires :

7.1. Demande de renseignements :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande écrite auprès de :

❖ Pour les renseignements d'ordre administratif :

SIGMA Clermont
Madame Laëtitia MARTINET
Service Marchés Publics
Campus des Cézeaux
CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX
Tél : 04.73.28.80.08
Courriel : laetitia.martinet@sigma-clermont.fr

❖ Pour les renseignements d'ordre technique :

SIGMA Clermont
Madame Christine FORTUNIER
Campus des Cézeaux
CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX
Tél : 04.73.28.80.87
Courriel : christine.fortunier@sigma-clermont.fr

7.2. Voies et délai de recours :

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif
6 cours Sablon
CF 90129
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1
Téléphone : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.